



CONSULTATION SUR L'UTILISATION DE LA 3G ET DE LA 4G DANS LES AVIONS

SFR remercie l'ARCEP de l'opportunité qui lui est offerte d'exprimer sa position sur les services mobiles dans les avions.

Conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat (30 juin 2006, Neuf Télécom), SFR souhaite rappeler que les autorisations d'utilisations de fréquences sont des décisions créatrices de droits. Les droits ainsi acquis par l'opérateur ne peuvent pas être remis en cause par une décision de l'ARCEP de portée générale.

Ce régime offre ainsi aux opérateurs la garantie d'une utilisation exclusive des fréquences pour une durée déterminée.

Ainsi, les installations radioélectriques à bord des aéronefs doivent remplir les conditions techniques d'utilisation prévues à l'annexe de la décision 2013/654/UE de la Commission européenne du 12 novembre 2013. Cette annexe de la décision prévoit que l'altitude minimale au-dessus du sol pour une transmission à partir d'un système MCA en fonctionnement doit être de 3 000 mètres.

Compte tenu des droits acquis par les opérateurs dans l'octroi de leurs autorisations d'utilisations de fréquences, la station de base émettrice-réceptrice aérienne (BTS aérienne), ainsi que l'unité de contrôle du réseau (NCU), doivent être impérativement éteints, en dessous de 3 000 mètres d'altitude. Il est également de la responsabilité de la compagnie aérienne et de l'opérateur de services de communications mobiles à bord des aéronefs de faire respecter l'obligation d'extinction des téléphones mobiles dans l'avion pendant les phases de décollage et d'atterrissage (altitude inférieure à 3 000 mètres). Sans cette extinction des téléphones mobiles à bord de l'aéronef pendant les phases de décollage et d'atterrissage — durant lesquelles le NCU est éteint — la protection des réseaux mobiles terrestres ne peut pas être garantie. Nous insistons sur ce point car la décision 2013/654/UE de la Commission et le projet de décision de l'ARCEP évoquent uniquement l'extinction du « système MCA » en dessous de 3000 mètres d'altitude, c'est-à-dire la BTS aérienne et l'unité de contrôle NCU. Au demeurant, SFR souligne que l'ARCEP doit assurer la responsabilité de « la propreté » du spectre mis à disposition des opérateurs dans le cadre de leurs autorisations individuelles.

Nous invitons donc l'ARCEP et l'ANFR à contrôler régulièrement l'utilisation du spectre radioélectrique par les services MCA, notamment en ce qui concerne les interférences nuisibles réelles ou potentielles, tel que c'était prévu par l'article 5 de la décision n° 2008/294/CE de la Commission du 7 avril 2008, ainsi que dans l'article R20-44-11 (missions de l'ANFR), 10°, du code des postes et communications électroniques.



Par ailleurs, nous vous rappelons que la quasi-totalité des terminaux 4G vendus aujourd'hui intègrent la bande 2,6 GHz et les réseaux mobiles terrestres dans cette bande sont déployés dans toutes les grandes villes de France. Or, compte tenu des principes de sécurité juridique et de confiance légitime attachés à notre autorisation d'utilisation de fréquences dans la bande 2,6 GHz, SFR s'interroge sur la compatibilité de l'article 4 de ce projet de texte au regard de ces exigences.

Cette disposition prévoit en effet que les valeurs pour la bande 2 570-2 690 MHz fixés dans le tableau 3 de l'annexe de la décision 2013/654/UE de la Commission européenne du 12 novembre 2013, ne s'appliqueront seulement qu'à compter du 1er janvier 2017. Ainsi, on peut légitimement se demander par quel moyen un opérateur à bord d'un aéronef peut-il empêcher les terminaux mobiles de communiquer avec les réseaux terrestres si l'unité de contrôle du réseau à 2,6 GHz n'est pas mise en œuvre avant le 1^{er} janvier 2017.